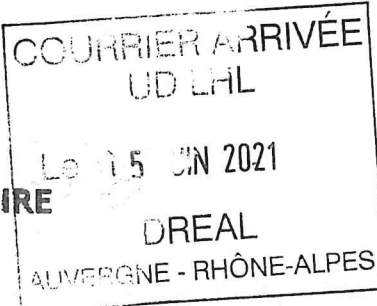


**PRÉFÈTE  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service Environnement et Prévention des Risques**

**Arrêté n° 252/DDPP/2021  
portant mise en demeure  
au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8 et R. 515-81 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 21-042 du 2 avril 2021 portant délégation permanente de signature à monsieur Thomas MICHAUD, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux n°319/DDPP/2010 du 11 mai 2010 et n° 291/DDPP/12 du 26 juillet 2012 modifié réglementant les activités exercées par la société INDUSTRIEL FRANCE sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes du 14 avril 2021, établi suite à la visite d'inspection du 23 février 2021, constatant une non-conformité au regard des dispositions de l'article R. 515-81 du code de l'environnement susvisé ;

**Vu** le courrier du 14 avril 2021 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes informant l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence d'observation émise par l'exploitant ;

**Considérant** que la société INDUSTRIEL FRANCE n'a pas transmis à l'inspection le rapport de base conformément à l'article R. 515-81 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'au vu de ces éléments, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 susvisé, en mettant en demeure la société INDUSTRIEL FRANCE de régulariser cette situation et de prendre les mesures nécessaires pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** La Société INDUSTRIEL FRANCE est mise en demeure, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings, de transmettre avant le **31 décembre 2021**, à l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes le rapport de base ou le cas échéant d'un mémoire justificatif de non remise du rapport de base, conformément à l'article R.515-81 du code de l'environnement.

Standard : 04 77 43 44 44

Télécopie : 04 77 43 53 02

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr)

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014,  
Saint-Etienne Cedex 2

Patron  
S3'C: ARM 2021

**ARTICLE 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

**ARTICLE 3 :** En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 5**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Châteauneuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Étienne, le - 8 JUIN 2021

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Thomas MICHAUD

copie adressée à :

- Société INDUSTRIEL FRANCE  
118 rue des Etaings  
BP 368  
42803 RIVE DE GIER
- Mairie de Châteauneuf
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono